170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS — FRANCE
TÉL. 320.36.20.
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 626 CHILI: TENSION EGLISE-ETAT

Dans le cadre d'une nouvelle Constitution tardant à venir (cf. DIAL D 577), l'épiscopat chilien a, le 12 avril 1980, donné son point de vue sur "le retour à la normalité constitutionnelle" en rappelant qu'"une situation d'urgence ne peut devenir permanente".

C'est sans doute cette déclaration qui est à l'origine de la soudaine tension entre l'Eglise et l'Etat, manifestée à l'occasion du 1er mai. La fête du travail a en effet été marquée par deux événements significatifs: 1) la suppression, dans des circonstances mal élucidées, de la messe officielle du 1er mai; 2) les arrestations au terme d'une assemblée syndicale, y compris celle de Mgr Enrique Alvear, évêque auxiliaire de Santiago, et de trois vicaires épiscopaux qui avaient assisté à la réunion.

On lira ci-dessous la déclaration épiscopale du 12 avril et les échanges de communiqués du diocèse de Santiago et du ministère de l'intérieur.

Note DIAL

1- Déclaration du comité permanent de l'épiscopat (12 avril 1980)

1) Nous recherchons, comme évêques, les voies de la paix pour notre pays. Nous cherchons le bien de tous les chiliens. En ces jours de Pâques où la résurrection du Christ nous invite à renouveler notre vie personnelle et sociale, nous voulons lancer de nouveau un appel, serein et constructif, à la création de meilleures conditions de paix et de vie collective.

2) En regardant le pays et en pensant au bien commun, nous estimons qu'il est du devoir de tout catholique de travailler à ce que le pays revienne à la normalité institutionnelle, et d'agir pour que ce retour s'opère par des moyens moralement légitimes.

3) Quand il y a une crise grave dans un régime démocratique, les autorités peuvent se voir dans l'obligation de suspendre momentanément l'exercice de certains droits et libertés, et de limiter la participation des citoyens dans la recherche du bien commun.

Mais une situation d'urgence ne peut devenir permanente. "Si, en vue "du bien commun, on restreint pour un temps l'exercice des droits, que "l'on rétablisse au plus tôt la liberté quand les circonstances auront "changé" (Gaudium et Spes, 75). Nous demandons donc à tous de s'efforcer à faciliter le retour à la normalité institutionnelle.

4) Une nouvelle Constitution, que nous supposons fondée sur le droit naturel et le respect de la dignité humaine, de la liberté religieuse et de notre tradition chrétienne, exige aussi, pour être approuvée légitimement, une large liberté d'information, le respect effectif du secret des consciences ainsi que le sérieux et l'honnêteté dans toutes les procédures.

2- Communiqué du cardinal Silva sur la suppression de la messe officielle du Premier mai (29 avril 1980)

Nous avons été avertis, par des personnalités de haut rang liées au gouvernement (1) et par d'autres sources également, qu'à l'occasion de la messe prévue pour la fête de St Joseph ouvrier, la fête chrétienne du travail, il pourrait se produire des manifestations publiques susceptibles de dégénérer en chocs violents, sans écarter la possibilité qu'il y ait des morts. Nous avons demandé au gouvernement des informations supplémentaires confirmant cette hypothèse: nous ne les avons pas obtenues.

Dans un tel climat d'incertitude nous avons donc décidé de ne pas célébrer la messe prévue pour le Premier mai. Nous ne voulons pas être, directement ou indirectement, déclarés responsables de ces malheurs éventuels. Nous ne manquerons pas cependant de donner notre message à l'occasion de cette journée tant significative pour nos frères travailleurs, en leur rappelant la pensée et renouvelant le soutien de l'Eglise en ce moment difficile de leurs existences.

Nous regrettons profondément qu'après dix-neuf années de ministère pastoral de l'archevêque de Santiago, nous ayons dû, pour la première fois, renoncer à commémorer cet anniversaire qui nous tient tant à coeur. Ce renoncement nous l'offrons, dans la douleur et l'espérance, comme un apport permettant de faire fructifier parmi nous la paix sur la base de la justice, de la liberté et du respect des droits de tous, en particulier ceux des travailleurs.

Nous sommes peiné de constater que cette paix n'est pas encore arrivée dans notre pays et que les conflits entre chiliens se tendent toujours plus, nous faisant ainsi craindre un avenir pire. Nous souhaitons ardemment que cette crainte ne devienne pas réalité. Quoi qu'il en soit, la violence ne peut qu'engendrer davantage de violence et de haine. Rappelons-nous les paroles de nos évêques, en écho fidèle du concile Vatican II: "Nous estimons qu'il est du devoir de tout catholique de travailler à ce que le pays revienne à la normalité institutionnelle, et d'agir pour que ce retour s'opère par des moyens moralement légitimes. (...)" "Une situation d'urgence ne peut devenir permanente. Si, en vue du bien commun, on restreint pour un temps l'exercice des droits, que l'on rétablisse au plus tôt la liberté quand les circonstances auront changé" "(Gaudium et spes, 75)." Nous demandons donc à tous de s'efforcer à faciliter le retour à la normalité institutionnelle".

3- Réponse du ministère de l'intérieur (30 avril 1980)

Suite à la déclaration publique faite hier par le cardinal Raúl Silva Henríquez, dans laquelle il fait état de sa décision de ne pas célébrer

(1) Il s'agit du général Court, chargé des relations avec l'Eglise (NdT).

la messe prévue pour le Premier mai, le Ministère de l'intérieur estime qu'il convient d'apporter les précisions suivantes:

1) Le gouvernement n'a d'aucune manière demandé au cardinal de suspendre l'acte prévu pour le Premier mai.

2) Il n'a de même reçu aucune demande du cardinal dans le sens d'informations supplémentaires concernant les craintes de détournement de cet acte vers d'autres fins.

3) Le gouvernement garantit la célébration de cet acte et de tout autre réalisé sans contrevenir aux normes légales en vigueur.

4) En conséquence, la décision de célébrer ou non la messe prévue pour le Premier mai, ainsi que toute activité liturgique ou religieuse, relève exclusivement de la hiérarchie ecclésiastique. En raison de quoi, si le cardinal décide de réaliser cette cérémonie, le gouvernement lui accordera, comme toujours, les facilités habituelles.

5) Enfin, il est évident que le gouvernement n'est aucunement responsable du fait que des actes à caractère liturgique ou religieux puissent dégénérer en actes politiques, ainsi qu'on a pu parfois le constater, ce qui a suscité l'appréhension du cardinal exprimée récemment dans une déclaration publique.

4- Réplique de l'archevêché au ministère de l'intérieur (30 avril 1980)

Suite aux déclarations faites aujourd'hui par le ministère de l'intérieur au sujet de la suspension de la messe traditionnellement prévue pour le Premier mai, jour de St Joseph ouvrier, l'archevêché a le devoir d'apporter les précisions suivantes.

Premièrement, le lundi 28 à 16 H 30, le cardinal a reçu chez lui et à titre privé la haute personnalité chargée en permanence par le gouvernement de faire le lien avec l'Eglise. Malgré le caractère de la rencontre, vu la gravité des informations données, le cardinal-archevêque n'a pas pu ne pas tenir compte de la qualité de l'informateur et de la validité de la source.

Deuxièmement, nous regrettons que la demande faite en cette occasion par le cardinal au gouvernement par l'intermédiaire de son visiteur, dans le sens d'informations complémentaires confirmant le risque grave que pourraient courir les présents à la célébration, n'ait pas obtenu réponse jusqu'à maintenant. Plus encore, l'archevêché a également, depuis la semaine dernière, essayé d'entrer personnellement en contact avec les hautes autorités de la police, ce qui a été impossible à obtenir jusqu'à maintenant, après la décision de suspendre la célébration. C'est suite à cette incertitude que le cardinal-archevêque s'est vu dans l'obligation de ne pas célébrer la messe prévue.

Troisièmement, l'archevêché récuse l'affirmation du ministère de l'intérieur selon laquelle il a été constaté que des actes à caractère liturgique ou religieux dans l'enceinte des églises ont dégénéré en actes politiques ainsi que l'opinion publique et les participants peuvent en témoigner.

(Traduction DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441